

Journal de 8 heures

Laurent Boussié, envoyé spécial au Rwanda :
« Du côté du FPR, nous n'avons pas la preuve
de massacres comme nous avons la preuve de
l'autre côté de massacres faits par les miliciens
et l'armée gouvernementale »

Bruno Roger-Petit, Laurent Boussié, Bruno Albin, Benoît Mousset

France 2, 23 juin 1994

Officiellement l'ONU approuve l'intervention française au Rwanda, officieusement les réserves ne manquent pas.

[William Leymergie :] L'intervention française au..., au Rwanda. Feu vert, donc.

[Brunot Roger-Petit interviewe Laurent Boussié, en duplex de Kigali.]

Bruno Roger-Petit : Oui, l'opération Turquoise débute aujourd'hui. Mission humanitaire confiée à des militaires : 2 500 soldats vont partir pour le Rwanda. Et sur place nous allons retrouver tout de suite Laurent Boussié, notre envoyé spécial qui se trouve à Kigali. Laurent, quelle est la situation sur place ce matin à Kigali ?

Laurent Boussié, par téléphone : Écoutez, euh, la situation cette nuit était un tout petit peu plus calme, euh, que en début de nuit. En tout cas elle était un tout petit peu plus calme que hier [22 juin]. Les combats continuaient mais un petit peu plus légers. Mais moi j'ai malheureusement dû quitter Kigali parce que les journalistes français ont été expulsés. On est venu nous chercher hier soir [22 juin], euh, pratiquement à minuit avec des hommes armés qui nous ont embarqués dans deux voitures et qui nous ont

reconduits, euh..., disons manu militari, euh, dans une, euh, ville proche de la frontière où nous sommes ce matin.

Bruno Roger-Petit : Laurent vous étiez donc à Kigali encore il y a quelques heures et vous êtes mieux placé que quiconque pour répondre à cette question : quelles sont les chances françaises de parvenir à remplir la mission humanitaire qui..., qui est confiée aux militaires français ?

Laurent Boussié : Écoutez, euh, ici quand on voit un petit peu la situation à Kigali on trouve cette intervention, euh..., comment dire..., délicate et..., et un p'tit peu surréaliste parce que, euh..., là où il y a de vrais combats les Français seront..., ne seront censés ne pas intervenir. Et là où il y a, euh, des massacres, malheureusement ils ont déjà eu lieu. Alors cette mission elle semble soit un p'tit peu tardive soit, euh..., un p'tit peu incompréhensible. Euh..., bon, c'est..., c'est tout ce que..., c'qu'on peu dire. Mais c'que je sais en tout cas, c'est qu'les gens du FPR sont très, très remontés en ce moment, euh, contre la France. Quant à nous, euh, on est obligés de partir et ça nous ennuie beaucoup. On sera peut-être obligés de partir et ça nous ennuie beaucoup parce qu'on ne peut pas, euh, accomplir notre mission évidemment.

Bruno Roger-Petit : Oui, euh, Laurent vous venez de faire allusion aux menaces du FPR. Mais que valent ces menaces concrètement sur le terrain ? De quelles forces dispose le FPR pour empêcher la France d'agir au Rwanda ?

Laurent Boussié : Écoutez, le FPR est une..., un mouvement, euh, de rébellion qui s'appro..., qui s'apparente à une armée. Ils sont très bien, euh, structurés. Ils sont surtout très disciplinés. Pour l'instant, du côté du FPR, nous n'avons pas la preuve de massacres comme nous avons la preuve de massacres de l'autre côté faits par les miliciens et l'armée gouvernementale. Donc, euh, le FPR, ses forces exactes nul ne les connaît puisque, euh, au fur et à mesure de leur avancée, ils enrôlent des gens, euh, sous leur bannière. Euh, mais tout ce qu'on sait pour l'instant c'est qu'à chaque fois qu'ils ont engagé une bataille contre les forces gouvernementales, ils l'ont soit gagnée soit bien stabilisée. Et que d'un autre côté, euh, leurs forces, euh..., pour l'instant gagnent du terrain.

Bruno Roger-Petit : Merci beaucoup Laurent Boussié pour toutes ces précisions et bonne chance.

Officiellement l'ONU approuve l'intervention française au Rwanda, officiellement les réserves ne manquent pas. Bruno Albin à New York.

[Bruno Albin :] La mission montée par la France au Rwanda devra être humanitaire, impartiale et ne pas excéder deux mois. Ainsi en a décidé le Conseil de sécurité. Et les militaires français, sénégalais et ceux des autres

pays s'associant à l'opération pourront le cas échéant faire usage de la force armée. L'ONU a autorisé l'emploi de tous les moyens nécessaires en vue d'assurer la sécurité et la protection des personnes menacées par la guerre civile [on voit les membres du Conseil de sécurité en train de procéder à un vote à main levée].

[Jean-Bernard Mérimée, représentant de la France au Conseil de sécurité [on le voit lire un texte devant ses pairs] : "Nos soldats au Rwanda n'auront pas pour mission de s'interposer entre les belligérants et encore moins d'influer de quelque manière que ce soit sur la situation militaire et politique. Notre objectif est simple : secourir les civils menacés, faire cesser les massacres, et cela de manière impartiale".

Boutros Boutros-Ghali, "Secrétaire général de l'ONU" [il s'exprime devant des journalistes] : "Je voudrais exprimer ma gratitude au gouvernement français, euh, pour, euh, cette initiative extrêmement courageuse, euh..., cette initiative humanitaire...".]

Monsieur Boutros-Ghali a précisé que cette intervention permettrait à l'ONU de préparer l'envoi de 5 500 Casques bleus prévu pour réorganiser la force des Nations unies au Rwanda, actuellement paralysée à Kigali.

De son côté le représentant du Front patriotique rwandais a dénoncé une nouvelle fois l'action de la France, une "invasion" a-t-il affirmé, et "qui sera combattue par tous les moyens dont nous disposons" [on voit Claude Dusaidi en train de s'exprimer avec une certaine virulence devant les journalistes].

[Bruno Albin à New York, devant le siège des Nations unies : "Le feu vert de l'ONU a été acquis par une assez faible marge, 10 voix sur 15, avec l'abstention de la Chine et de ceux qui redoutent que l'intervention française sonne le glas des espoirs des Nations unies au Rwanda. Mais pour la majorité des membres du Conseil de sécurité, attendre davantage sans rien tenter de faire devenait tout simplement impossible".]

[Bruno Roger-Petit :] Et sur les dispositifs militaires mis en place par la France au Rwanda, je vous propose d'écouter les précisions de Benoît Mousset.

[Benoît Mousset :] Ils seront les premiers ce matin à franchir la frontière rwandaise, 600 soldats français. Nom de code : opération Turquoise [on voit des militaires français en bateau à moteur sur le lac Kivu]. Leur première mission : venir en aide à quelque 8 000 Tutsi menacés actuellement par les milices gouvernementales hutu [diffusion d'images d'archives de militaires français en train d'embarquer dans des avions].

À partir de la base zaïroise de Bukavu, ils pénétreront au Rwanda, direc-

tion Cyangugu, à quelques kilomètres de là au sud-ouest du pays. Progressivement au cours des jours qui viennent l'opération se développera selon le même schéma. Le contingent français atteindra alors 2 500 hommes, 1 000 viendront de la métropole [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant les villes de Goma, Bukavu, Cyangugu et Kigali].

Le commandant [commandement] de l'opération Turquoise a été confié au général Jean-Claude Lafourcade. Il disposera de 500 véhicules, d'avions-cargos et d'hélicoptères afin de conduire des missions logistiques ponctuelles aussi réduites que possibles.

Edouard Balladur a souligné hier [22 juin] à l'Assemblée le but strictement humanitaire de cette opération [on voit le Premier ministre s'exprimer devant la représentation nationale]. Le ministre de la Défense aussi.

[François Léotard, "Ministre de la Défense" : "En aucune manière nous n'avons l'intention ni l'objectif de nous interposer dans la guerre elle-même ! C'est-à-dire pour prendre parti pour l'une ou l'autre des deux parties. Donc faut que ça soit très clair ! Et je vois pas qui aujourd'hui peut nous reprocher, au nom d'une communauté internationale souvent défailante, de faire en sorte qu'on sauve un enfant [il pointe son index vers le haut] !".]

L'opération Turquoise sera limitée dans le temps. Objectif : céder la place le plus vite possible, peut-être dès la fin du mois de juillet [on voit des soldats français descendre d'un avion gros-porteur].